

Tannés!**B-2
EDITORIAL**

Voici une prédiction qui a de grosses chances de se réaliser: M. Brian Mulroney ne fera plus de discours tonitruants à la tribune des Nations unies pour demander l'écrasement final et définitif de l'Afrique du Sud, coupable, comme nul ne l'ignore, du crime d'apartheid et de conduite scandaleuse à l'égard de sa majorité noire. Non pas que soient tombées les murailles de Jéricho et que Pretoria se soit convertie à la démocratie. La campagne de désobéissance civile, qui s'étend dans le pays en ce moment, prouve que, pour la majorité noire et ses leaders, «la fin de la domination blanche», promise par le parti de P.W. Botha, reste à l'état de vœu.



C'est peut-être la lassitude qui explique le relâchement qu'on note chez les adversaires de l'apartheid. À Canberra, où vient de se clore une rencontre de huit ministres des Affaires étrangères du Commonwealth, les champions des sanctions économiques ont étonné les observateurs en renonçant à serrer davantage la vis à Pretoria. La placidité du Canada et de son ministre, M. Clark, tient du mystère, dit un distingué professeur sur les ondes de Radio-Canada.

Mystère? Peut-être. Il n'y a pas de mystère, en tout cas, pour Mme Thatcher, qui croit si peu aux sanctions économiques qu'elle n'a même pas voulu être représentée à Canberra. Son scepticisme est certainement partagé par une partie de l'opinion. «Ne pas marcher du même pas que la bande réunie à Canberra, c'est se conformer à la réalité», écrit le *Daily Telegraph*, qui ridiculise ces «politiciens décidés à offrir à tout prix le spectacle de l'unité du Commonwealth».

L'appui populaire a-t-il fait défaut aux dirigeants du Canada et d'autres pays résolus à corriger les moeurs des Blancs d'Afrique du Sud? La gesticulation des dirigeants de Pretoria, qui donnent souvent l'impression de la conversion à de meilleurs sentiments; la conviction que les changements prendront du temps; l'impression, du reste fondée, que la situation est plus complexe qu'on ne l'avait d'abord pensé: autant de faits qui encouragent l'indolence chez les adversaires de l'apartheid. C'est ainsi qu'un sondage révèle qu'un nombre très élevé de Canadiens (52 p. cent) s'opposent aux sanctions économiques, «si elles nuisent aux Noirs».

M. Clark a déploré la diffusion de ces «résultats partiels» par l'ambassade de Pretoria. Comme il n'est pas favorable à la rupture des relations diplomatiques avec l'Afrique du Sud, il n'a qu'à s'en prendre à lui-même.

Guy CORMIER